

The background of the entire page is an aerial photograph of a hillside town with terracotta roofs and stone buildings, set against a backdrop of green hills and a blue sky. Two thick yellow diagonal lines cross the image, one above and one below the main text.

**Bien vivre
MA RETRAITE
dans ma région**



Bien vivre Ma RETRAITE dans ma région

Notre ambition politique au niveau régional se décline par ce document portant les principales revendications des 10 300 retraités CGT des USR des 12 départements, il tient compte de la diversité des lieux de vie (ruraux, urbains) afin de coller au plus près des réalités de la vie des populations de retraité-e-s.

L'évolution démographique des retraités ainsi que l'allongement de la durée de vie conduit à des enjeux économiques, sociaux et sociétaux nouveaux. Certains y voient les côtés positifs, d'autres n'y voient que dangers et peurs. Forcément les réponses sont multiples et peuvent opposer des catégories entre elles.

La force, le rôle du syndicalisme est de favoriser des propositions cohérentes, solidaires pour toutes les catégories de la population, et d'agir en conséquence.

Les USR de la région Auvergne-Rhône-Alpes souhaitent contribuer à faire vivre pleinement l'intergénérationnel, en prenant en compte la place des retraités dans la société et dans la CGT.

Notre syndicalisme doit être capable de mener dans une même et seule démarche les enjeux de proximité et les enjeux de société pour un avenir résolument orienté sur des conquêtes sociales.

En 2021 les retraité.es en Auvergne-Rhône-Alpes représentent 26,2% de la population : les hommes 30,2%, les femmes 28,4%.

Le taux de pauvreté de 60 à 74 ans est de 10,1%, de 75 ans et **plus est** de 9,9%. (Données INSEE).

Quelques infos relatives de la place des retraité.es dans la société :

- Le temps passé à la retraite des français.es est la meilleure espérance de vie après 65 ans de l'Union Européenne (UE) :
 - Femmes : 88,3 ans
 - Hommes : 84,2 ans

Source OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques).

Il est aujourd'hui courant de voir coexister 4 générations dans une même famille et de devoir partager son temps entre des parents âgés et dépendants et les enfants et petits-enfants.

Les retraité.es sont disponibles pour les petits-enfants :

- 75 % des plus de 65 ans ont en moyenne 5,2 petits-enfants.
- 23 millions d'heures de garde (autant que toutes les assistantes maternelles de France).
- Accompagnement des jeunes.

Valeur de ces prestations des grands-parents vers les enfants et les petits-enfants (y compris les aides financières) : 30 milliards d'€ par an.

Ils sont des mémoires et des passeurs de savoir

Les 8,9 millions de grands-mères et les 6,2 millions de grands-pères sont :

- Des témoins du passé et des porteurs de mémoire (histoire familiale, origines, les traditions, les langues régionales ...)
- Des passeurs de savoir-faire (cuisine, bricolage, jardinage, couture ...)
- Des exemples de savoir-être (le mieux vivre ensemble)

Des acteurs engagés dans la vie de la Cité

Engagement citoyen : 87 % ont voté aux dernières présidentielles (7 points de plus que la moyenne nationale).

L'engagement des seniors dans la sphère publique et politique est aussi garant du bon fonctionnement d'une société, et par la même de son économie :

- Age moyen des maires : 59 ans
- 55,3 % des maires ont plus de 60 ans (67% ont plus de 60 ans !)
- 29 % des conseillers municipaux ont plus de 60 ans
- 54 % des conseillers départementaux sont âgés de 60 à 64 ans.
- 56 % des présidents d'association ont plus de 56 ans.

Sans les retraités, le tissu associatif ne fonctionnerait pas :

- 48 % des associations sont présidées par un retraité
- 1,3 millions d'associations en France
- 1 retraité sur 2 est bénévole
- 1 retraité y consacre entre 40 et 110 heures/an

Soit 1 milliard d'heures et 10 Mds € (base SMIC) /an. Source : France Bénévolat.

Au regard de ces données, les retraité.es ne sont pas des coûts pour la société, cliché véhiculé par le capitalisme, bien au contraire ils participent à la richesse du pays tout autant que les actifs, tant au niveau économique que culturel.

Les retraité.es consacrent une grande partie de leurs dépenses de consommation dans les secteurs de la santé (57 % de leurs dépenses) et de l'alimentation (53 %).

Les retraité.es d'aujourd'hui ont comme principale préoccupation, et objectif, de bien vivre et bien vieillir.



Pouvoir d'achat

La situation d'ensemble plutôt favorable des retraités, en Auvergne-Rhône-Alpes comme en France, cache d'importantes disparités territoriales. À mesure que l'on s'éloigne des communes très urbanisées pour aller vers les espaces les plus ruraux, le niveau de vie des retraités diminue. Ainsi, le niveau de vie médian des retraités est de 1 920 euros par mois dans les zones les plus urbanisées, contre seulement 1 570 euros dans les communes très peu denses. Les montants des pensions et retraites sont en effet plus élevés dans les espaces denses. Les revenus du patrimoine le sont aussi, soit + 42 % dans les zones denses, accentuant les écarts entre territoires. Si le niveau de vie des retraités est plus élevé que celui de l'ensemble de la population dans les zones denses et celles de densité intermédiaire, ce n'est pas le cas dans les territoires peu denses. Le poids plus ou moins important de ces territoires de faible densité explique en partie les disparités départementales.

Les niveaux de vie des ménages de retraités sont plus élevés en Haute-Savoie, en Savoie et dans le Rhône. La Haute-Savoie et le Cantal sont les deux seuls départements de la région où le niveau de vie des retraités est inférieur à celui de l'ensemble de la population. Pour des raisons toutefois très différentes. En Haute-Savoie, les actifs travaillant en Suisse, notamment dans l'agglomération genevoise, ont de plus hauts revenus. De plus, les pensions de retraites suite à un emploi occupé en Suisse ne sont pas toujours bien prises en compte.

Le Cantal, et, dans une moindre mesure, la Haute-Loire, font partie des départements français où les retraités ont les niveaux de vie les plus modestes. Ils sont ceux de la région où la part de la population des ménages vivant dans les espaces très peu denses est la plus élevée (25,6%) dans le Cantal et (15,9%) en Haute-Loire, pour un taux régional de seulement (3,4%)
– source insee

Bien vivre ma retraite

Sur mon lieu de vie, dans mon quartier, dans mon village.

La proximité : un enjeu fondamental.

Pourquoi dans cette grande région les retraité-e-s ont besoin de service proximité ?

Et bien tout simplement parce que les lieux de vie des **2.223.699 retraité-e-s de la région soit 27 % de la population de la région AURA** sont impactés par les politiques territoriales libérales, la notion de proximité est prégnante dans leur quotidien. Ils ont besoin de vivre leur retraite, de se soigner, de s'alimenter, de se loger, de se déplacer, de s'émanciper par la culture, de s'épanouir et de vivre heureux sans faire des centaines de kilomètres.



Les retraités, comme tout être humain, vivent en société, cela implique la connaissance et la prise en compte des conditions indispensables à leur vie. Il s'agit de comprendre les besoins des retraités, et d'anticiper dans la mesure du possible, les comportements des nouveaux retraités qui ne sont plus ceux des générations précédentes.

Nous avons besoin :

- D'une augmentation du pouvoir d'achat
- D'accéder à l'information
- Du maintien des liens sociaux
- De l'accès aux loisirs et à la culture
- D'accéder aux soins
- De bien se loger
- D'accéder aux transports.

Sachant que de l'argent il y en a. Rien que les aides publiques, elles sont passées de 157 milliards en 2019 à plus de 200 milliards en 2022 et se répartissent en 3 catégories : 30% sont des subventions directes, 30% des cadeaux fiscaux et 40% des exonérations de cotisations sociales.

Il n'y a ni ciblage en fonction des besoins, ni suivi, ni contrôle, ni sanction vis-à-vis des entreprises qui perçoivent des aides puis délocalisent. Il n'y a aucune transparence sur l'utilisation de cet argent public, ce qui avouons-le, nous choque.

La santé

Sachant que les besoins estimés par la CGT sont de + 7 à 8 %. la faible évolution de l'ONDAM (objectif national de dépenses assurance maladie) pour 2025 avec une augmentation de 3,4 %,est très en retrait de l'évolution tendancielle estimée par les pouvoirs publics, soit 4,7.

Avec 265,9 milliards d'euros, on est très loin des dépenses militaires (413 milliards sur 7 ans) auxquelles MACRON veut rajouter 118 milliards pour l'effort de guerre européen.

Les dépenses pour les établissements de santé (dont l'hôpital public) sont inférieures à celle de la médecine de ville (essentiellement les libéraux). Quant au médico-social, il reste le "parent pauvre" des financements, avec 66% des EHPAD en déficit aujourd'hui (contre 27 % en 2.000). la CGT exige des mises en formation d'étudiants en médecine en nombre plus important que les 12.000 programmées en 2025 pour 15.000 départs prévisibles de médecins ; avec la réouverture d'universités et la formation de maitres de stages.

Nous préconisons qu'un effort significatif soit engagé pour ouvrir des centres de santé publics avec des médecins salariés par la sécu appliquant le tiers payant et ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires. Comme le nouveau centre de santé de Romans. Géré par le groupe mutualiste OXANCE / SOLIMUT, en dénonçant les retards pour Bourg les Valence et le refus de la maire de Portes les Valence d'ouvrir un centre de santé. Pour la CGT les nombreux avantages qu'offre un centre de santé : travail en équipe sans contrainte de travail administratif, meilleure coordination avec les établissements de santé, Volonté des jeunes finissant leurs études pour une meilleure vie de famille.

La situation critique de trois départements sur notre région en densité de médecins pour 100.000 habitants. - - - Ain : 99 Ardèche : 121 Formation Drôme : 144 Alors que la moyenne nationale est de 147. Nous avons également évoqué le manque de moyens pour les aides à domicile : nous constatons la situation critique de trois départements sur notre région en densité de médecins pour 100.000 habitants. - - - Ain : 99 Ardèche : 121 : Drôme : 144. Alors que la moyenne nationale est de 147. Nous dénonçons le manque de moyens pour les aides à domicile : Formation, Reconnaissance des conditions de travail.

Notre démarche revendicative

La démocratie et l'écoute :

Les territoires sont des lieux d'expression, de revendications fortes pour bien vivre et bien vieillir. Pour les retraité-e-s, il s'agit d'intervenir sur des lieux de démocratie sociale et d'en exiger d'autres.

Etre des interlocuteurs efficaces dans le Conseil de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA/CMCA).

Bousculer l'inertie des politiques ; remettre le dialogue social au cœur de la démocratie.

Mettre en œuvre de nouvelles méthodes :

Chacun connaît la diversité des besoins de la population retraitée et la complexité de passer du besoin à la revendication, de la revendication au dialogue, à la réponse à ce besoin. Nous devons innover pour mettre en œuvre des cahiers de doléances ou de revendications, des pétitions, pour élaborer un projet abordant des problèmes plus complexes et plus techniques, etc...

La pertinence du collectif Rhône-Alpes « Aides à la personne » est à valoriser, il rassemble des actifs, des retraité-e-s au niveau régional, il doit être pérenne et être en capacité d'innovation pour peser sur les politiques régionales.

Rassembler les forces en présence :

L'objectif, pour le syndicalisme CGT, est de rassembler les syndiqué-e-s CGT dans un territoire donné malgré leur profession et leur structure syndicale spécifique.

L'expertise de chaque syndiqué-e actifs ou retraité-e-s est une richesse pour notre Organisation, un atout pour notre CGT, un outil pour transformer la société.

La continuité du militantisme syndical en qualité de retraité-e est un élément de dynamisme et un levier indispensable pour que les besoins de « toute la population » soient reconnus au niveau des décideurs politiques.

Il y a besoin de faire vivre les formations « Découvrir le syndicalisme retraité.e.s » et « Participer à la vie syndicale retraité.e.s ».

La CGT "retraité-e-s" n'est pas synonyme de retrait, bien au contraire, en rassemblant et en mobilisant les retraité-e-s pour satisfaire leurs revendications, elle participe au développement et à l'enrichissement de la vie sociale.

Pour les retraité-e-s CGT, l'échelon départemental est l'USR, son rôle premier et essentiel est la dynamique syndicale et revendicative auprès des sections des syndiqué-e-s CGT, elle assure la transmission de l'UCR CGT pour les revendications nationales, le pouvoir d'achat, la protection sociale, la perte d'autonomie, etc...

La CE de l'USR a un rôle dynamique auprès des sections des retraité-e-s. Actuellement ce sont les fédérations comme la FAPT, l'EDF, la SNCF, les Métaux, etc... Qui ont le plus de syndiqué-e-s retraité-e-s. Pour certains il n'est pas facile de passer dans l'interpro, même si cela est souhaitable pour maintenir les forces syndicales et surtout maintenir la continuité syndicale, il faut néanmoins que sur les bassins de vie, de leur vie, les retraité-e-s CGT se retrouvent pour définir les revendications propres à leur bassin. Pour assurer cette relation, les unions locales peuvent être un espace où se retrouvent les retraités.

Il n'est pas question de porter un esprit de clocher mais il nous faudra bien agir en direction des lieux de décisions, aussi pour porter nos exigences et revendications et pour éviter l'éloignement nous demandons à ce que dans chaque département il y ait un référent du Comité Régional.

La démarche en territoire est donc un enjeu important pour l'activité revendicative des retraité.es, notamment dans le cadre des Conseils Départementaux de l'Autonomie et de la Citoyenneté.

Le 12^{ème} congrès de l'UCR à St Malo a décidé d'agir pour :

- Poursuivre et amplifier la construction d'actions dans tous les territoires, dans le rassemblement le plus large possible et avec l'ensemble des citoyennes, à partir des **cahiers revendicatifs locaux** ;
- Reconquérir la démocratie en co-construction avec les citoyennes, les différents acteurs du territoire (associations, les syndicats dont les organisations syndicales agricoles, etc.) ;
- Développer la connaissance des compétences économiques et politiques des différentes collectivités territoriales afin de favoriser l'intervention au bon endroit ;
- Proposer notre participation au collectif confédéral Enjeux territoriaux.

Ces propositions, chère.es camarades, nous demandent de travailler ensemble, actif.es/retraité.es, sachons faire vivre nos convergences multigénérationnelles.



Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT

Un média indispensable

Le magazine des retraité-es!

Revendicatif, utile, agréable à lire

Ouvert sur tous les domaines de la vie
Pour toutes les bourses

Le syndicat s'abonne pour:

- L'information personnelle des actifs
- Le travail sur les questions de continuité syndicale
- La découverte du magazine pour les futur-es retraité-es

Le syndicat, avec la section des retraité-es, organise

la diffusion de *Vie nouvelle* pour que chaque retraité-e bénéficie d'informations, d'analyses Cgt économiques, syndicales, sociales, culturelles, pratiques, claires et fiables.

Chaque syndiqué-e

peut proposer ou offrir l'abonnement en parrainage dans son entourage (famille, ami-es, voisin-es).

ABONNEMENT OU PARRAINAGE 2025

Compléter et retourner à:

Vie nouvelle - 263, rue de Paris - 93 515 Montreuil Cedex

Je m'abonne pour 1 an (6 numéros) à *Vie nouvelle* au prix de **16€** au lieu de 22 € (offre réservée aux nouveaux abonnés).

Je parraine (nom et prénom du parrain) :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Dernière profession :

Mail :

Téléphone :





la
cgtr
retraités



la
cgtr Auvergne
Rhône
Alpes